



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equiperment, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

FOcus PLF 2027: Ses effets potentiels sur le pôle METTL L'essentiel en 8 points

1- Evolution du schéma d'emplois (suppressions de postes) : -151 ETP / **-261 hors DGAC**

-73 ETP sur le programme 217 (services ministériels et DDI), et -126 ETP sans les 53 créations liées à la réinternalisation du numérique

-238 ETP chez les opérateurs

+110 ETP pour la DGAC

+50 ETP pour le P112 (chefs de projet « Petites villes de demain »)

NB : la plaquette affiche -191 ETP au total, chiffre incohérent avec son propre détail.

→ **Troisième année consécutive de baisse. L'« embellie » du P217 ne tient qu'à la réinternalisation du numérique, et les opérateurs paient l'addition (-238 ETP). La souffrance au travail devra-t-elle encore augmenter pour garder le navire à flot ?**

2- Evolution des plafond d'emplois (intégrant les transferts de périmètre et corrections techniques) :

→ **Services ministériels et DDI =**

34 249 ETPT, soit +55 ETPT... mais - 86 hors régularisation de 141 agents déjà en poste

→ **Opérateurs : -170 ETPT**

→ **DGAC : 10 669 ETPT (+108)**

→ **Avec ce budget, le pôle ministériel dépasse les 10 000 emplois perdus depuis 2014. La hausse du plafond P217 n'est qu'un trompe-l'œil : on régularise des agents déjà présents, on n'en recrute pas. Et les projets de transfert de l'an dernier sont-ils enterrés ?**

3- Masse salariale : une baisse de 7,9 M€ (-0,3 %) quand l'inflation 2027 est prévue à 1,8 %.

- Une base 2026 rabotée de 12 M€ (sous-exécution) et un schéma d'emplois qui « économise » encore 5,8 M€ ; GVT (+3,5 M€), surcoût des recrutements de contractuels (+3 M€) et loi 3DS (+4,1 M€) absorbent le reste.
- Aucune enveloppe identifiée pour l'accompagnement des restructurations...cela équivaut-il à un engagement « zéro restructuration » ou « zéro accompagnement ? ».
- Aucune mesure catégorielle (arbitrage du Premier ministre pour tous les ministères), donc aucune revalorisation indemnitaire (ni indiciaire), pas de plan de requalification, pas de projet statutaire...au moins il n'y aura pas de jaloux !

→ Après un budget 2026 qui nous faisait déjà perdre 15 % de pouvoir d'achat sur la période « post COVID », 2027 en remet une couche : masse salariale en baisse, zéro mesure catégorielle, dans un contexte où les agents malades sont punis, où les agents en haut de grille n'ont plus de GIPA, où le coût de la PSC pour les familles mono-parentales a triplé. FO-Fonction publique porte la nécessité d'une autre politique salariale. FO/METTTL propose de transposer la dynamique salariale obtenue pour la « catégorie A++ » aux catégories C-B-A.

4- Crédits de fonctionnement : une légère hausse captée par l'immobilier et le numérique

- P217 hors titre 2 : 234,4 M€ en AE et 290,0 M€ en CP (contre 231,2 M€ et 282,5 M€ en 2026)
- Immobilier des services centraux : 61,9 M€ en AE / 116,7 M€ en CP ; informatique : 45,5 M€ en AE
- Priorités imposées : rationaliser l'immobilier (Arche-Séquoia 2028) + numérique.

→ Les agents d'administration centrale à qui l'on promet « des locaux plus accueillants et plus confortables » ne seront pas dupes : les travaux de la paroi sud de l'Arche (dès novembre 2026, emménagements 2027-2028) traduisent d'abord la « rationalisation de l'immobilier de l'Etat ». Pour quasiment la totalité des autres agents des services ministériels et des DDI, il faudra toujours aller pleurer des crédits auprès du ministère de l'Intérieur.

5- Action sociale : en recul de 0,5 M€ quand les coûts explosent...

→ **Restauration collective : un budget en baisse**

7,3 M€ en 2027 contre 7,7 M€ en 2026
alors qu'il doit financer
l'harmonisation des subventions
DIR/DIRM et la hausse du coût des repas

→ ***Vigilance sur ce point sur la pérennité des restos administratifs et le risque d'explosion du reste à charge.***

→ **Arbres de Noël & Crédits d'Initiative Locale : un gel dangereux**

Prestations et initiatives locales : 3,2 M€ contre 3,3 M€ en 2026
40 € par enfant → aucune revalorisation annoncée, irréaliste en 2027 (FO revendique 50€)

→ ***Impact direct sur la cohésion et le lien social dans les services.***

→ **Une action sociale qui pourrait être alignée vers le haut**

Comparaisons 2021 (par agent) :
MTE : 487 €
Agriculture : 622 €
Finances : 789 €

→ ***Une grande marge de progression existe...FO exige une revalorisation immédiate et pluriannuelle.***

→ **Une action sociale qui ne suit plus les coûts réels**

Le ministère revendique un ratio par agent amélioré...mais la hausse (20,6 M€ contre 19,7) va à la prévention : l'action sociale passe de 16,5 à 16,0 M€.

→ ***Subventions aux partenaires associatifs gelées à 5,2 M€ : le CGCV ne pourra engager les investissements lourds nécessaires à la rénovation de ses centres.***

6- Prévention des risques professionnels : de quoi financer juste les obligations de l'employeur ?

Le budget passe de 3,2 M€ à 4,6 M€ (+1,4 M€), surtout pour des dépenses obligatoires et des conventions avec des services de santé au travail, faute de médecins.

→ ***Une hausse bienvenue, qui finance surtout l'externalisation...et qui ne doit pas servir d'alibi au recul de l'action sociale !***

7- Handicap : budget maintenu...outils fragilisés

Le budget de 0,3 M€ issu de l'accord handicap signé par FO est maintenu, abondé par le FIPHFP (convention en renégociation). Suffisant ? Pas sûr..

→ ***Mais sur le sujet du handicap, tout ne se mesure pas en euros !***

8- Formation : budget maintenu...outils fragilisés

Formation et écoles : 64,4 M€ en AE (63,9 M€ en 2026). Mais recrutement et formation professionnelle reculent : 7,7 M€ contre 8,5 M€ au PLF 2026.

Quelle part réservée aux formations obligatoires « transition écologique » au détriment des autres formations ?

Et quels moyens pour les déplacements ? A moins que le « tout distanciel » ne s'impose ?

Pendant ce temps là, le CMVRH continue à traverser des turbulences,

les plafonds de l'ENPC (307) et de l'ENTPE (181) sont gelés, et l'ENAC ne récupère que 5 des 7 ETPT perdus en 2026.

→ **Sans volontarisme au niveau politique, la formation professionnelle continuera sa dilution..et sa numérisation forcée !**



FEETS FO

Fédération de l'**E**quipement, de l'**E**nvironnement, des **T**ransports et des **S**ervices **FORCE OUVRIERE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris

✉ contact@feetsfo.fr

💻 www.feetsfo.fr

☎ 01 44 83 86 20 (/22)